

# Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg

#Alèz



600F

700Mo

3 jours

\*909\*216#



[www.journal-lemedium.com](http://www.journal-lemedium.com)

# LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0646 du 1er au 07 Avril 2025- Prix : 250 F CFA

## PARLEMENT :

CULTURE / MODE :  
**BANK OF AFRICA - TOGO**  
SE POSITIONNE AUX  
CÔTÉS DE YAS FIMO 2025



Koudjolou Dogo,  
le Doyen d'âge du Sénat et...



Kodjo Adédzé, Pdt de l'Assemblée nationale.

# OUVERTURE CE MARDI DE LA SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ELECTION DU BUREAU DU SÉNAT ATTENDUE DEMAIN MERCREDI

P.3



## BONNE FÊTE DE RAMADAN



<https://togo.coris.bank>



## EDITO

# JE VIVRAI !

Point n'est besoin de médire sur ma vie, sur mes prises de positions, sur mes analyses de la vie sociopolitique de notre pays.

Point n'est besoin de faire des complots contre moi. Point n'est besoin de vouloir m'empoisonner. De chercher des opportunités pour m'ôter le souffle de vie. Parce que je ne vous ai rien fait. Parce que je ne déroule que le tapis de ma vie, de mon existence. Tout homme est une histoire sacrée. J'écris la mienne avec une plume à l'ancestrale.

Je mourrai de ma propre mort. Prenez votre mal en patience. Le Jour où mon Créateur décidera de me rappeler à Lui, je partirai tranquillement avec joie et soumission, car telle est Sa Volonté.

Nous ne pouvons et ne devons même pas voir les choses de la même façon. Je porte des analyses que j'assume avec fierté et à visage découvert. Je ne me cache pas derrière des pseudonymes pour formuler mes analyses. Je les pense véritablement. Je les assumerai toujours.

La société dans laquelle nous vivons, m'a vu naître un jour. Elle m'a vu et me voit grandir. Elle me verra partir certes un jour. Cependant, ce jour ne sera pas déterminé par vous, qui planifiez des atrocités sur ma vie. Je mourrai de ma propre mort. Les menaces loin de m'affaiblir me renforcent dans mes convictions. Je ne suis pas un mouton pour suivre bêtement un berger. Mauvais ou bon soit-il.

Les gens qui me prennent pour ennemi à abattre très prochainement, libérez vos pensées, je vous en prie pour votre propre bien. Moi mon seul ennemi, c'est la pauvreté.

Vous perdez votre temps à fomentez des histoires sur et contre moi, à médire sur moi pour des intérêts que je ne sais même pas. Vous perdez votre énergie à vous investir chaque jour pour me dénigrer et explorer des pistes pour me tuer, physiquement et spirituellement. Vous mes amis, mes confrères, mes proches de tous les jours. Sachez que c'est au fruit mûr qu'on lance la pierre. Vous perdez surtout votre temps à planifier ma mort. Vous n'êtes pas DIEU ! Je mourrai de ma propre Mort et dignement ! Et surtout quand l'aura décidé mon Seigneur, mon Dieu, mon Créateur. J'ai dit !

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23 Rue Formatec, Agoè-CAcavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Publication :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Crédit Photos: KEKERE Razak

Impression : Saint Louis

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

## BANQUE : CORIS BANK INTERNATIONAL-TOGO, LE DYNAMISME DE BANCARISATION, D'INCLUSION FINANCIÈRE ET D'INNOVATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Dans sa politique de proximité et d'innovation, Coris Bank International-Togo (CBI) a pensé à la communauté universitaire, en ouvrant l'agence ACADEMIA. Une agence dédiée à cette couche essentielle de la population togolaise, dans le cadre de la clôture des festivités marquant les 10 années de présence au Togo.

Il faut retenir que cette démarche s'inscrit dans le dynamisme de bancarisation, d'inclusion financière et d'innovation au service du développement humain.

L'agence ACADEMIA constitue une réponse concrète aux enjeux liés à la gestion des allocations étudiantes, à l'accès au financement des études et à l'autonomisation financière des jeunes.

En dehors de l'ensemble des services bancaires qu'offre Coris Bank International-Togo à ses clients, elle propose deux produits spécifiques.

Il s'agit notamment de Coris Academia, qui est un Compte courant Spécial Etudiant pour la réception des bourses et allocations universitaires, des alertes SMS offertes, et l'intégration à Coris Money gratuite, et la possibilité d'une carte bancaire.

Le deuxième produit est Coris Réussite. Ici, il s'agit d'un produit de financement des études, accordé à taux préférentiel, ouvert aux



Photo de famille

étudiants, chercheurs et travailleurs souhaitant poursuivre un cursus universitaire.

Pour le premier responsable de Coris Bank, "l'inauguration de cette agence est l'apothéose. Elle est le fruit d'une écoute attentive et d'une volonté de Coris Bank International de servir les communautés de ce pays. C'est aussi le fruit d'une convention que nous avons eue avec le ministère depuis 2022 qui nous a permis d'octroyer quelques stages au sein de notre entreprise et surtout d'accompagner plus de 42000 étudiants" a laissé entendre Alassane Kaboré, le Directeur général de CBI-Togo.

Notons que l'agence ACADE-

MIA qui se situe au carrefour 3K, est un espace bancaire moderne, connecté et ergonomique, entièrement dédié à la communauté universitaire. Elle se veut être un lieu d'accueil privilégié, adapté aux horaires académiques et propice à une expérience client fluide et humaine.

Présent à la cérémonie d'inauguration de l'agence ACADEMIA, le ministre de l'enseignement supérieur, Malick Natchaba, a affirmé que cette démarche de CBI-Togo s'inscrit dans la vision du Chef de l'Etat de promouvoir les passerelles et les complémentarités entre le secteur public et le secteur privé.

" C'est ensemble que nous allons réussir à créer des opportunités pour les jeunes, c'est ensemble que nous allons réussir à faire en sorte que, comme vous l'avez dit avec la DBS, les moments de difficulté de trésorerie puissent être comblés par les efforts que nos partenaires bancaires", a précisé le ministre.

Ont participé à la cérémonie, les responsables des écoles universitaires comme ESGIS, Lomé Business School (LBS), les responsables des Universités de Lomé et Kara, et de la mairie Golfe 3.

Dodo ABALO

## CULTURE / MODE :

# BANK OF AFRICA - TOGO se positionne aux côtés de Yas FIMO 2025

Lomé accueille du 1er au 5 Avril 2025 la 12<sup>ème</sup> édition du Festival International de la Mode de Lomé (Yas FIMO). Parmi les partenaires de choix, se retrouve BANK OF AFRICA - TOGO, qui à travers son engagement en tant que sponsor de cet événement emblématique, met à l'honneur la créativité africaine et les industries culturelles et créatives.

En soutenant le Yas FIMO 2025, BANK OF AFRICA - TOGO exprime de forte belle manière son soutien à l'entrepreneuriat et sa contribution à des causes d'intérêt général.

Il faut préciser qu'au-delà de son engagement sociétal, BANK OF AFRICA - TOGO réaffirme ainsi son rôle clé en tant que partenaire financier des industries créatives et culturelles. À travers des solutions de financement adaptées, elle accompagne les entrepreneurs du secteur de la mode et du textile dans le développement de leurs activités,



encourageant ainsi l'innovation et la croissance économique locale.

L'édition 2025 du Festival International de la Mode de Lomé (Yas FIMO) revêt une signification particulière avec son thème " La mode pour un monde sans cancer ", un sujet qui

fait écho à notre engagement dans la lutte contre le cancer du sein.

En tant qu'entreprise socialement responsable, BANK OF AFRICA - TOGO soutient activement les initiatives de sensibilisation, de prévention et de

dépistage précoce, contribuant ainsi à la protection de la santé des femmes.

Pendant toute la durée du festival, BANK OF AFRICA - TOGO disposera d'un stand dédié. Cet espace sera ouvert à tous ceux qui souhaitent en savoir plus sur les initiatives de lutte contre le cancer du sein et nos engagements sociétaux, les offres et solutions financières dédiées aux entrepreneurs et créateurs du secteur de la mode, sans oublier les conseils et opportunités de financement pour accompagner les talents locaux et internationaux.

BOA-Togo est une institution financière de premier plan, dédiée à fournir des services bancaires innovants et de qualité à ses clients. Engagée dans le développement économique et social du Togo, la banque soutient diverses initiatives visant à promouvoir la santé, l'éducation, le sport et la culture.

Crédo TETTEH



## PARLEMENT :

# OUVERTURE CE MARDI DE LA SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ELECTION DU BUREAU DU SÉNAT ATTENDUE DEMAIN MERCREDI

**A** l'approche de la date fatidique du 6 Mai 2025, où la période transitoire de la 5<sup>e</sup> République prendra fin, le Sénat, l'une des institutions impliquées dans l'élection du Président de la République, continue les travaux pour l'installation de son bureau.

Par Ali SAMBA

Après l'approbation de la Cour Constitutionnelle de son règlement intérieur, les Sénateurs devraient se retrouver ce mercredi pour l'élection de son bureau. Le bureau d'âge, qui dirige momentanément l'institution, a lancé l'invitation aux partis politiques pour la présentation des candidatures aux différents postes du bureau au plus grand tard demain mercredi 02 Avril à 8 h.

Une fois élu, le bureau procédera à la mise en place de ses commissions pour une pleine et



Koudjolou Dogo, le Doyen d'âge du Sénat et...



Kodjo Adédzé, Pdt de l'Assemblée nationale

entière fonctionnement du Sénat dans ses attributions constitutionnelles (Voir les précédents articles sur le Sénat que nous avons publiés).

Une fois installé, le bureau du Sénat, ensemble avec celui de l'Assemblée nationale, auront la lourde tâche de conduire le processus devant conduire à l'élection du Président de la République togolaise, qui devrait

intervenir avant la fin de la période de transition. Avec la désignation du Président du Conseil des ministres qui interviendra aussi dans la foulée, le Togo aura donc mis en place ses plus importantes Institutions de la 5<sup>e</sup> République et l'entrée de plain-pied dans le régime parlementaire.

En attendant, une délégation de ces sénateurs assiste ce mardi matin à la rentrée solennelle de la

première session ordinaire de l'année de l'Assemblée nationale. Elle intervient après une session extraordinaire qui s'est achevée vendredi dernier.

Convoquée sur l'initiative du Président de la République, conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3 de la Constitution, cette session extraordinaire ouverte le 4 Mars, a permis aux députés de voter

sept (7) lois, entre autres, la loi autorisant la prorogation de l'Etat d'urgence sécuritaire, la loi sur le renseignement, la loi sur la lutte contre les changements climatiques, la révision de la législation concernant l'Office Togolais des Recettes (OTR), et le nouveau régime juridique applicable aux entreprises publiques

À en croire le Président de l'Assemblée nationale, à travers cette initiative, les élus du peuple ont, non seulement renforcé les fondements de notre démocratie, mais aussi ouvert des perspectives nouvelles pour le progrès et la prospérité de notre peuple. "Que cet élan de communion fructueuse continue d'inspirer nos travaux futurs, dans l'intérêt supérieur du pays avec intégrité et dévouement", a déclaré Kodjo Adédzé.

## RECONNAISSANCE ET MERITE :

# UN LAURIER DE PLUS POUR SANDRA JOHNSON

**S**ervante de Dieu, Oui. Mais Sencore Servante de l'humanité. Discrète et efficace, Ahoéfavi Ablamba Sandra Johnson est la Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République togolaise. Un poste clé qui, naturellement, doit susciter moult convoitises, parce que stratégique. Cependant, un positionnement à multiples enjeux et sacrifices de soi. Pour l'accomplissement de sa lettre de mission ou de son cahier de charges. Avec beaucoup de discipline, de rigueur et d'organisation de travail. Ce qui lui vaut aujourd'hui des lauriers. De part et d'autre.

Humble et joyeuse, Sandra Ablamba Johnson déroule efficacement et merveilleusement ce tapis depuis quelques années aux côtés du Président de la République, SEM. Faure E. GNASSINGBE, pour qui " le travail est une valeur que nous cultivons et qui demeure pour notre société un repère constant et un indicateur rassurant ".

La reconnaissance du travail bien fait étant une récompense souvent bien plus appréciée qu'un salaire, l'Organisation Non Gouvernementale Jeunesse Unie pour le Développement en Afrique (JUDeVA) l'a décelé et reconnu en la modeste personne de cette créature de Dieu en lui décernant, il y a quelques heures, le Prix "Meilleure Femme Africaine de Prestige".

Dans une certaine mesure, on pourrait affirmer que l'ONG JUDeVA a su trouver en la



Remise de distinction à Mme Sandra Ablamba JOHNSON (dte)

Servante du Seigneur, Sandra Ablamba Ahoéfavi Johnson, des mobiles et arguments de célébration de la Femme Africaine, en revisitant le célèbre poème "Femme Noire" de Léopold Sédar Senghor.

" Femme nue, femme noire... Vêtue de ta couleur qui est vie, de ta forme qui est beauté J'ai grandi à ton ombre ; la douceur de tes mains bandait mes yeux Et voilà qu'au cœur de l'Été et de Midi, Je te découvre, Terre promise, du haut d'un haut col calciné Et ta beauté me foudroie en plein cœur, comme l'éclair d'un aigle .. " déclamaient, il y a des décennies, Léopold Sédar Senghor.

Recevant le Prix " Meilleure Femme Africaine de Prestige ", Ahoéfavi, avec toute l'humilité et la crainte de Dieu qu'on lui connaît, car étant une somme d'épreuves et de réalisations de soi, elle affirme : " Il n'y a pas de plus belle récom-

pense que celle d'être reconnu de son vivant pour l'impact positif que nos actions ont pu générer, parfois au-delà même de notre propre perception. Il symbolise un engagement partagé, bien au-delà de ma seule personne ".

Acceptant avec humilité et joie cette récompense, Ablamba est bien consciente que " le meilleur reste incontestablement à venir ". En ce sens qu'elle fait sienne cette citation anonyme "Travailles avec courage et persévérance, car la ténacité permet d'atteindre l'excellence !".

Et ce n'est pas gratuitement que Moïse Lekpai, écrivain ivoirien, dans son poème " Elégie pour une Mère Africaine " rendait honneur à toutes les Femmes africaines en ces termes : " Femme Africaine, femme Noire, Je te loue, ô implacable guerrière du quotidien ! Zoua, l'amazone des forêts denses, l'amazone qui sait se donner en sacrifice

pour les siens. Tu sus conquérir à force de sueur et d'abnégation le respect et l'admiration de tous ".

Pour rappel, la Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République togolaise n'est pas à sa première distinction. Elle reçut en décembre 2022 à Abidjan, le "Prix spécial pour le développement et la promotion de l'investissement privé au Togo" et le "Prix du leadership féminin au Togo". C'était à l'occasion de la cérémonie de distinction des meilleurs acteurs africains ayant fait preuve d'innovation, de prouesse et de bonne gouvernance, organisée par l'Observatoire africain pour la promotion de la bonne gouvernance (O.A.P.B.G). Une double distinction pour celle qui est également gouverneur de la Banque mondiale au Togo.

Elle a été également sacrée, le 17 février 2023 à Paris, Prix de la Médaille d'Or de la Ligue universelle du bien public, une Organisation non gouvernementale (ONG) rattachée à l'Organisation des Nations unies depuis 1949 et axée sur la promotion de l'action publique et de valeurs humanitaires.

Économiste du développement et experte en développement du secteur privé, Sandra Ablamba Johnson est titulaire d'un Doctorat en Sciences Économiques, d'un Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées (DESS) en Sciences Économiques, d'un diplôme de programmation et politiques financières de l'institut du Fonds Monétaire

International à Washington et d'un diplôme de l'Économie de l'emploi de l'académie du Bureau International du Travail, à Turin.

Elle a été nommée Ministre, Secrétaire Générale de la Présidence de la République Togolaise le 28 septembre 2020.

Connue pour ses compétences et son dévouement dans l'exercice de ses fonctions, elle a rejoint la présidence de la République depuis 2012 en qualité d'Économiste Sénior au Secrétariat technique du Conseil présidentiel pour l'investissement au Togo (CPIT), puis coordonnateur adjoint de la cellule Millenium Challenge Account (MCA).

Précisons qu'avant sa nomination au Secrétariat général, Sandra Ablamba Johnson était ministre déléguée, conseillère du Président de la République en charge de l'amélioration du climat des affaires.

A ce titre, elle a travaillé sur plusieurs sujets d'ordre économique, dont l'évaluation des politiques publiques, le partenariat Public-Privé, la promotion de l'investissement, le suivi stratégique des réformes pour l'amélioration du climat des affaires, allant de l'institutionnel à l'opérationnel, y compris l'accompagnement et l'appui-conseil aux opérateurs économiques.

Elle procède également aux analyses de l'environnement socio-économique et apporte des conseils stratégiques au Président de République sur lesdits sujets.

Cheville ouvrière des travaux

Suite à la page 5



ZOZO

**DONNÉES PERSONNELLES : L'IPDCP LANCE SES ACTIVITÉS**

Quelques mois après le début de son opérationnalisation, l'Instance de protection des données à caractères personnelles (IPDCP) franchit une nouvelle étape. L'institution a officiellement lancé ses activités ce vendredi 28 mars à Lomé, à travers le coup d'envoi d'une campagne de sensibilisation. L'événement, qui a réuni les représentants des institutions de la République, des entités et agences gouvernementales, et les médias, était l'occasion de présenter l'instance et ses missions, et décliner son plan d'actions.

" Dans un monde en pleine transformation numérique, le rôle de l'IPDCP est essentiel pour bâtir un espace numérique de confiance, où citoyens, entreprises et institutions peuvent évoluer sereinement, en toute sécurité ", a expliqué le président de l'Instance, Bédiani Bélé, qui a assuré que cette dernière " veillera à ce que les technologies de l'information et de la communication ne constituent pas une menace pour les libertés individuelles et la vie privée ".

Une vaste campagne de sensibilisation du grand public démarrera dans ce sens dès le 1er avril, afin d'améliorer notamment la compréhension des citoyens sur leurs droits et les mécanismes de protection contre l'exploitation de leurs données.

Source : @Republiquetogolaie.com

**COMMERCE : LES EXPORTATIONS DE NOIX OU AMANDES DE KARITÉ SUSPENDUES A TITRE CONSERVATOIRE**

Au Togo, les exportations de noix ou amandes de karité sont officiellement suspendues à titre conservatoire, depuis le 10 mars dernier. La décision, prise conjointement par les ministres en charge de l'économie, du commerce, et de l'agriculture, se justifie par les difficultés d'approvisionnement rencontrées par les unités de transformation locale.

Avec une production moyenne de 40.000 tonnes par an qui le classe au 7ème rang mondial, le Togo est également l'un des principaux exportateurs (près de 25.000 tonnes expédiées chaque année à l'étranger). La suspension devrait ainsi permettre aux acteurs locaux

(//www.facebook.com/@nioto.togo")>Nioto, Label d'Or, entre autres) de couvrir leurs capacités de traitement.

Pour rappel, l'ambition du gouvernement, déclinée notamment dans sa stratégie d'industrialisation, est de valoriser davantage la transformation locale, favorisant la création d'emplois et la réduction de la dépendance aux marchés extérieurs.

Source : @Republiquetogolaie.com

**ÉTAT-SECTEUR PRIVÉ : UNE CONCERTATION TENUE POUR L'AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES**

Le gouvernement et le secteur privé se sont retrouvés en fin de semaine écoulée à Lomé, dans le cadre de la première réunion du Comité technique de concertation État-secteur privé. Les travaux, présidés par le ministre de l'économie et des finances, Georges Barcola, ont porté sur les défis économiques actuels et les réformes nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires.

L'exercice a été l'occasion pour les membres du gouvernement et les principaux acteurs du privé d'échanger sur les mesures à prendre pour renforcer la compétitivité des entreprises, attirer davantage d'investissements et favoriser la création d'emplois. Parmi les sujets abordés, la reprise du dialogue fiscal, la révision du cadre réglementaire et la simplification des procédures administratives.

"Au-delà des apports en termes d'investissement, de création d'emplois et de recettes fiscales, c'est surtout le rôle du secteur privé comme moteur d'innovation et force de propositions que nous devons saluer. Les réformes engagées visent à rendre l'environnement des affaires plus attractif pour les entreprises, tout en favorisant une meilleure collaboration entre le public et le privé", a indiqué le ministre Georges Barcola (...)

Source : @Republiquetogolaie.com

**FINANCES :**

**Les réformes de l'OTR actées dans une loi**

**L'Office Togolais des Recettes (OTR) a été conçu, à sa création, pour allier efficacité administrative, transparence et accroissement des recettes. Malgré les résultats encourageants, en termes de collectes de recettes, enregistrés par l'OTR, ceux-ci ne sont pas encore à la hauteur de l'ambition du Gouvernement. Il est donc apparu nécessaire au gouvernement, de procéder à la correction des insuffisances et dysfonctionnements mis en lumière par un audit indépendant réalisé au sein de l'office.**

Au ministère de l'économie et des finances, on indique qu'en effet, la loi modifiant et complétant la loi n° 2012-2016 du 14 décembre 2012 portant création de l'OTR, votée par l'Assemblée nationale, introduit une restructuration substantielle du cadre institutionnel et de la gouvernance de l'OTR. " A travers, la généralisation du contrat de performance à tout le personnel de l'Office, y compris entre le ministre chargé des finances et le conseil d'administration, l'institution d'une autorisation d'accès à la base des données des impôts et des douanes et la possibilité donnée au ministre de tutelle d'initier, à tout moment, une investigation au sein de l'office, la nouvelle loi, par ses innovations, entend renforcer le contrôle et la transparence ainsi que la performance de tout le personnel pour l'efficacité et l'efficience de l'OTR ", a déclaré Essowè Barcola, le ministre de l'économie et des finances.

L'adoption de cette loi est le résultat de dysfonctionnements relatifs à griefs suivants portés contre l'administration de l'OTR depuis une dizaine d'années : l'exercice de la tutelle par le conseil de surveillance n'a jamais été fonctionnel ; absence de mécanismes



Essowè Barcola, Ministre de l'économie et des finances

clairs de contrôle des décisions du conseil d'administration ; absence d'une évaluation continue des organes de l'OTR ; procédures de recrutement des membres du comité de direction, notamment le commissaire général ; gestion administrative et financière de l'office dont les comptes ne sont plus audités annuellement tel que prévu par la loi ; absence d'un mécanisme efficace pouvant garantir la transparence et la lutte contre la corruption dans la collecte des recettes...

Ces nouvelles mesures permettront ainsi d'ajuster le système fiscal aux exigences actuelles, tout en favorisant une amélioration continue de la qualité des services offerts aux citoyens, utilisateurs de l'administration fiscale à divers moments de la vie.

Un audit de l'OTR a recommandé, entre autres, de renforcer le dispositif anti-corruption au sein de l'Office ; d'assurer la réalisation des évaluations de performances annuelles ; renforcer

la gestion des ressources humaines ; de maîtriser le fichier des contribuables, le renforcement du contrôle douanier par l'utilisation de l'outil informatique dans toutes les opérations ; de renforcer la gouvernance par la revue de la composition du conseil d'administration, le recrutement des membres du comité de direction et des directeurs.

Ces préoccupations ont été étendues aux entreprises publiques, avec la loi portant régime juridique applicable aux entreprises publiques en République togolaise, adoptée le même jour par l'Assemblée nationale. Ceci, dans la dynamique d'une amélioration continue de la gouvernance des entreprises et organismes publics, impulsée par Faure Essozimna Gnassingbé, le Président de la République. " Elle participe, d'une manière spécifique, à la vision du Gouvernement de stabiliser les comptes publics et répond au besoin de

transformation et de restructuration des entreprises publiques ", a précisé le ministre de l'économie et des finances.

Il est indiqué qu'il s'agit, pour le Gouvernement, d'adapter le cadre légal aux exigences contemporaines, se conformant ainsi aux standards internationaux. La nouvelle loi sur les entreprises publiques ouvre des perspectives de diversification, en autorisant la création d'entreprises publiques par des collectivités territoriales et en renforçant la représentation de l'État dans les entreprises privées à participation publique. La suppression du conseil de surveillance dans les sociétés d'État contribue à l'optimisation du fonctionnement des entreprises publiques, en allégeant leur structure de gestion pour mieux répondre aux défis économiques actuels.

Il est relevé que le Gouvernement est pleinement engagé dans les réformes qui favorisent une gestion efficiente des recettes publiques. L'objectif visé étant de dégager des ressources supplémentaires qui serviront à financer davantage les services essentiels, touchant ainsi les populations vulnérables.

A l'Assemblée nationale, les députés qui ont voté les deux lois estiment qu'elles constituent des instruments juridiques essentiels pour accompagner la vision de modernisation et développement durable insufflée par le Président de la République. Selon les élus du peuple, les initiatives présidentielles en matière de modernisation de l'État et de gouvernance témoignent d'une vision claire et ambitieuse pour le Togo. Elles s'inscrivent dans une démarche cohérente de transformation structurelle de notre économie et de nos institutions.

Koudjoukabal

**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR :**

**Validation des programmes harmonisés de licence professionnelle**

**Le Togo dispose désormais de programmes harmonisés de licence professionnelle pour toutes les universités et instituts d'enseignement du supérieur du pays. Ils ont été validés la semaine dernière à Lomé, après trois jours de travaux intenses de tous les partenaires de l'enseignement supérieur du pays.**

Du 26 au 28 Mars 2025, les participants à l'atelier de Lomé ont procédé, entre autres, à la validation des programmes harmonisés, en s'assurant que les contenus proposés sont adaptés aux exigences académiques et professionnelles des secteurs d'activités concernés ; à l'alignement des formations sur les priorités nationales afin de garantir que les formations répondent aux besoins du développement socio-économique du Togo et aux attentes des employeurs.

Il a été question aussi de préparer les bases d'examens nationaux standardisés qui contribueront à la mise en place d'un système d'évaluation national, garantissant la crédibilité des diplômes de Licence professionnelle sur le marché régional et de renforcer la collaboration avec le secteur privé, à savoir, intégrer des stages obligatoires et des certifications adaptées aux métiers de demain, en collaboration avec le secteur privé. Au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR), on informe que l'atelier a permis de renforcer la cohérence des parcours et d'harmoniser les exi-



Les officiels lors de la rencontre

gences académiques et professionnelles. " Bien que des progrès significatifs aient été réalisés, les travaux se poursuivent pour finaliser les référentiels et garantir une mise en œuvre optimale ", indique-t-on.

Il est à rappeler que depuis plusieurs années, en réponse à l'explosion démographique et aux aspirations des jeunes étudiants, le gouvernement a fait le choix de diversifier son enseignement supérieur. Avec la prolifération des établissements d'enseignement supérieur privés, le gouvernement a été résolu de réorganiser le secteur. " Un décret a donc été pris le 10 janvier 2024, confiant à l'Office des Examens Professionnels du Supérieur (OEPS), la mission d'organiser et de délivrer les diplômes de Licence et de Master professionnels, en garantissant des évaluations nationales standardisées, gage de qualité ", rappelle le MESR.

Afin de garantir le caractère inclusif et consensuel du processus, les résultats provisoires ont été partagés aux principaux acteurs du système éducatif, notamment les universités publiques, les associations des promoteurs des établissements privés d'enseignement supérieur, les professionnels, les différents ordres (ordres des ingénieurs, des médecins, des architectes, etc.), afin d'en recueillir les contributions, appréciations et suggestions. Les observations et suggestions formulées par les différents acteurs ont été intégrées aux versions initiales de chaque sous-commission technique ; lesquelles ont fait l'objet de restitutions et de débats en séances plénières.

A ce jour, soixante-neuf (69) offres de formation ont été harmonisées et relues avec l'implication de tous les acteurs. Elles concernent par exemple les formations suivantes : Agronomie

et Agrobusiness ; Informatique et Télécommunication ; Biologie Appliquée ; Génie électrique, génie civil et génie industriel ; CINEMA et audio-visuel ; Sciences et Technologie vétérinaire ; etc.

Selon le gouvernement, l'harmonisation des offres de formation constitue une avancée majeure dans la réforme du système d'enseignement supérieur au Togo. Elle va contribuer à renforcer l'adéquation formation-emploi, en assurant que les compétences acquises par les étudiants sont en adéquation avec les besoins du marché du travail, ce qui favorisera leur insertion professionnelle. " Grâce à l'harmonisation, les étudiants bénéficieront d'un cadre de formation rigoureux et d'une évaluation uniforme et objective ", a dit Kanka Malick Natachaba, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

En relation avec son homologue Isaac TCHIAKPE, ministre chargé de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage, ils ont salué la vision du Président de la République, Faure Gnassingbé, pour un enseignement supérieur de qualité, aligné sur les besoins du marché de l'emploi. Ils ont également réaffirmé la disponibilité du gouvernement à poursuivre ces travaux, en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés, afin de garantir un système éducatif performant et crédible.

Koudjoukabal



## JUSTICE DE PROXIMITÉ :

# L'efficacité démontrée des Maisons de justice

Depuis leur institution en 2018, les maisons de justice s'imposent progressivement comme des relais essentiels du système judiciaire togolais. Pensées comme un pont entre les citoyens et les juridictions traditionnelles, elles offrent un accès simplifié et gratuit à la justice, notamment pour la résolution des litiges de faible ampleur.

Aujourd'hui, ces structures affichent des résultats en constante progression, preuve d'un engouement croissant de la population pour ces mécanismes alternatifs de règlement des différends. Mais derrière les chiffres, c'est toute une réforme de fond qui se met en place, avec une volonté affirmée du gouvernement de rendre la justice plus accessible, rapide et efficace.

### Une justice de proximité qui séduit de plus en plus

La montée en puissance des maisons de justice s'observe à travers les statistiques récemment publiées. En effet, 5 518 recours ont été enregistrés dans les 16 maisons opérationnelles en 2024 à travers le pays, soit une augmentation de 22 % par rapport aux 4 513 saisines recensées en 2023 et une progression spectaculaire de 43 % par rapport à 2022. Outre le volume des demandes, l'ef-



ficacité du dispositif se reflète dans le taux de réussite des médiations-conciliations, qui dépasse désormais les 90 %, contre 85,80 % en 2023.

Au-delà des chiffres, l'intérêt pour les maisons de justice repose sur un facteur essentiel : la simplicité du processus. Ici, pas de formalités administratives lourdes, ni de longues attentes. Les citoyens peuvent s'y rendre librement pour des affaires courantes, telles que les conflits de voisinage, les litiges conjugaux, les querelles foncières ou encore le recouvrement de créances. À ce sujet, l'efficacité de ces structures est remarquable : en 2023, sur les 120 millions de francs CFA de créances signalées, plus de 80 millions ont été recouverts grâce aux médiations et aux conciliations

menées dans les MDJ.

### Maillage territorial en expansion

Depuis leur création, les MDJ se sont multipliées pour répondre à une demande croissante. En 2018-2019, 1 160 saisines avaient été recensées, réparties entre 798 demandes d'information juridique et 362 médiations.

Aujourd'hui, le réseau s'est étendu à 17 maisons, dont 16 pleinement fonctionnelles, avec pour ambition d'assurer une couverture optimale. Dans cette dynamique, le gouvernement s'attelle à renforcer davantage ce dispositif pour éliminer les barrières géographiques et financières à l'accès à la justice. La gratuité des saisines, mise en place pour encou-

rager les citoyens à recourir aux MDJ, est un atout dans cette politique d'inclusion judiciaire.

### Modernisation et renforcement des capacités

L'essor des MDJ s'accompagne d'une modernisation continue du système judiciaire. La digitalisation des services, notamment la dématérialisation du casier judiciaire et la simplification de l'obtention du certificat de nationalité, a rendu les démarches administratives plus fluides et accessibles.

Parallèlement, les effectifs de magistrats et de greffiers ont été renforcés pour assurer une meilleure couverture territoriale et un traitement plus rapide des dossiers. L'ouverture d'une justice militaire en octobre 2023 illustre également cette volonté d'adapter les structures judiciaires aux besoins spécifiques de chaque segment de la société.

À l'avenir, l'objectif est de parfaire le maillage territorial et de poursuivre la modernisation des infrastructures pour une justice toujours plus proche et efficace. Face à l'engouement des populations, les autorités togolaises ont désormais toutes les cartes en main pour faire des maisons de justice un levier encore plus puissant d'équité et de cohésion sociale.

La Rédaction

## SANTÉ : Progrès substantiel du nombre de formations sanitaires en milieu rural

Le gouvernement ne ménage aucun effort pour assurer des soins de qualité à sa population. Au cours de ces dernières années, l'exécutif a accéléré le rythme de réalisation des infrastructures sanitaires sur l'étendue du territoire national. La modernisation des infrastructures et l'équipement des centres de santé sont devenus des priorités pour donner un nouveau souffle au système de santé.

### Un nouveau CMS dans la commune de Dankpen 2

D'une valeur de 300 millions de francs CFA, ce centre médico-social, baptisé Anna Maria, a ouvert ses portes en mars 2025. Doté d'une unité de consultation et de plusieurs services sanitaires, il vise à offrir une prise en charge de qualité aux patients. Son ouverture représente un véritable espoir pour les habitants de la commune, qui n'auront plus à parcourir de longues distances pour se faire soigner.

Cet investissement renforce considérablement l'offre sanitaire dans le district préfectoral de



Centre de santé de Binaparba

Dankpen, où le nombre de formations sanitaires est passé de 13 en 2012 à 18 en 2025, avec une amélioration de l'accessibilité aux soins, passant de 27 % à 43 % sur cette période.

### La rénovation de l'USP de Binaparba

Financés conjointement par l'État togolais et la Banque mondiale, les travaux de réhabilitation de l'unité de soins périphériques de Binaparba ont coûté 93 millions de francs CFA. Ils ont consisté, entre autres,

en la rénovation complète du bâtiment de soins et de maternité, offrant un cadre moderne et mieux équipé pour accueillir les patients.

L'extension de l'USP a également été réalisée avec la construction de logements pour le responsable de la formation sanitaire et la sage-femme, garantissant ainsi leur disponibilité. Grâce à cette réhabilitation, l'USP devient un centre médico-social et constitue un modèle de transformation et de développement du système de santé rural.

### 100 nouvelles formations sanitaires en cours de réalisation

Le gouvernement togolais, en partenariat avec la Banque mondiale, accélère le renforcement du système de santé, avec la construction de près de 100 nouvelles formations sanitaires dans plusieurs régions du pays. Issu du projet de Services de santé essentiels de qualité pour la couverture universelle (SSEQCU), ce vaste programme vise à améliorer l'accès aux soins dans les régions des Savanes, de la Kara, de la Centrale et des Plateaux. L'objectif est de garantir des soins de qualité aux populations rurales et semi-urbaines.

Grâce à ces efforts, le Togo franchit une nouvelle étape dans la modernisation de son système de santé, en mettant un accent particulier sur l'accessibilité, la qualité des soins et la sécurité sanitaire des populations.

### Un centre national de santé digital bientôt disponible

Lancé officiellement en octobre 2024, le Togo disposera bientôt d'un centre national de santé digital (CNSD). Il est financé à hauteur de 1,2 milliard de francs CFA par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Ce centre de référence permettra de coordonner la télémédecine ainsi que tous les services connexes en santé digitale au Togo. Cette initiative promet de combler le déficit de soins de santé pour les populations des zones reculées. Les travaux de construction de ce centre dureront 20 mois, avec une livraison prévue en mai 2026.

La Rédaction

## RECONNAISSANCE ET MERITE :

# UN LAURIER DE PLUS POUR SANDRA JOHNSON

Suite de la page 3

qui ont conduit à l'éligibilité du Togo en 2016 au programme Millenium Challenge Accourt des États-Unis d'Amérique, processus dont elle assurait en tant que coordonnateur adjoint, la coordination technique avec les institutions américaines, telles que l'agence Millenium Challenge Corporation

(MCC), Heritage Foundation, Corporate Council for Africa, Freedom House, Sandra Ablamba Johnson, est également en charge du ministère de la Planification, du développement et de la coopération, qui est aujourd'hui rattaché à la Présidence de la République et placé sous l'autorité directe du chef de l'État.

Gouverneur du Togo auprès de la Banque Mondiale depuis février 2021, elle est une passionnée de recherche, et co-auteur de plusieurs revues universitaires sur les questions de pauvreté, de financement du secteur agricole, d'économie et de finance inclusive.

Crédo TETTEH

## Zozo

### AÏD EL-FITR 2025 : LE PRÉSIDENT FAURE GNASSINGBÉ EN COMMUNION AVEC LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE

C'est hier dimanche que la communauté musulmane du Togo a célébré la fête de l'Aïd El-Fitr, marquant la fin du mois béni de Ramadan. Sur l'ensemble du territoire national, une grande prière a réuni les fidèles de Mahomet tôt dans la matinée. A Lomé, c'est sur le terrain du Lycée de Tokoin que des milliers de musulmans se sont donnés rendez-vous pour cette grande prière, en présence du Chef de l'Etat, des membres du gouvernement, des présidents des institutions et de plusieurs invités.

Placée sous la direction de l'Imam principal de la grande Mosquée de Lomé, El Hadj Agoro Zakari, cette grande prière a été une occasion pour la communauté musulmane d'implorer la bénédiction divine sur le Togo, et ses dirigeants, notamment le Président de la République.

"En cette circonstance de profession de la foi, nous prions pour le Togo et le chef de l'Etat Faure Essozimma Gnassingbé. Puisse Dieu l'assister et le renforcer dans sa politique de lutte contre le terrorisme et de pérennisation de la paix et la sécurité. Nous prions également pour les institutions de la République, les forces de l'ordre et de la sécurité et toute personne qui lutte pour la consolidation de la paix dans notre pays. Que Dieu bénisse le Togo", a déclaré El Hadj Agoro Zakari.

La présence du Chef de l'Etat aux côtés des fidèles musulmans, geste symbolique qui illustre l'attachement du Président de la République aux valeurs religieuses mais aussi son engagement pour une cohésion sociale, a été particulièrement saluée.

Quelques heures plus tôt, le Chef de l'Etat avait souhaité, sur son compte X, une bonne célébration de Ramadan à toute la communauté musulmane du Togo et de la diaspora. "A tous nos compatriotes musulmans au Togo et dans la diaspora, je souhaite une bonne fête de l'Aïd El-Fitr. Que nos valeurs communes de solidarité, de paix et de vivre-ensemble prédominent en ce moment de communion et de prières", a-t-il écrit. Période de renouvellement de la foi et de la fraternité, le Ramadan est le neuvième mois du calendrier lunaire islamique. C'est une période de dévotion, de partage, de solidarité et de réflexions spirituelles.

@macite.tg

### CNSS : LES ASSURÉS INVITÉS À RETIRER LEURS CARTES

AMU  
Les assurés de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) dans le cadre de l'Assurance maladie universelle (AMU) sont invités à retirer leur carte d'assurance dans les plus brefs délais. Cet appel intervient suite au constat selon lequel de nombreuses cartes produites, ne sont pas récupérées, malgré l'envoi de notification aux bénéficiaires.

Pour faciliter l'accès aux documents, la CNSS a renforcé son dispositif en ouvrant des centres régionaux de production à Atakpamé et Kara, en mettant en circulation des unités mobiles et en créant des guichets spécifiques au siège. Au total, 12.041 cartes restent en attente de retrait, dont 11.500 destinées aux assurés actifs et 541 aux retraités.

"Les assurés dont les employeurs n'ont pas, à ce jour, procédé au retrait de leurs cartes à la CNSS, peuvent dorénavant se présenter personnellement aux guichets, munis d'une pièce d'identité pour le retrait dudit document", a précisé la CNSS.

Pour rappel, dans le cadre de l'AMU, la CNSS gère les travailleurs salariés et retraités du secteur privé.

Source : @Republiquetogolaise.com

### ASSEMBLÉE NATIONALE : FIN DE LA 1ÈRE SESSION

#### EXTRAORDINAIRE DE L'ANNÉE

Après quatre semaines de travaux, l'Assemblée nationale a clôturé vendredi 28 mars sa première session extraordinaire de l'année, convoquée à la demande du Président de la République, conformément aux dispositions constitutionnelles. Une cérémonie de clôture s'est déroulée dans ce sens à l'hémicycle, en présence des membres du gouvernement.

Au total, sept projets de loi ont été examinés et adoptés (sur les huit inscrits à l'ordre du jour), en plus d'une proposition de résolution. Les textes adoptés couvrent plusieurs secteurs stratégiques, comme la gouvernance et les finances publiques, l'environnement, la sécurité ou encore l'économie. Quant au projet de loi restant, il a été reporté à une session ultérieure afin de garantir un examen approfondi, en raison de la proximité de la rentrée parlementaire.

"Les avancées majeures enregistrées au cours de cette session témoignent de l'engagement constant des députés et du gouvernement à œuvrer pour le progrès de notre Nation", a déclaré le chef du Parlement, Kodjo Adefeze, avant d'insister sur une poursuite de la dynamique.

Source : @Republiquetogolaise.com



TECNO SPARK 20



ITEL A70



INFINIX HOT40I



ZTE BLADE A35 CORE



ZTE BLADE A35



ZTE BLADE A75

# Yas t'offre ton smartphone agbanan à partir de 150F

Et profite tous les jours de bonus internet à chaque remboursement via ton compte Mixx By Yas.

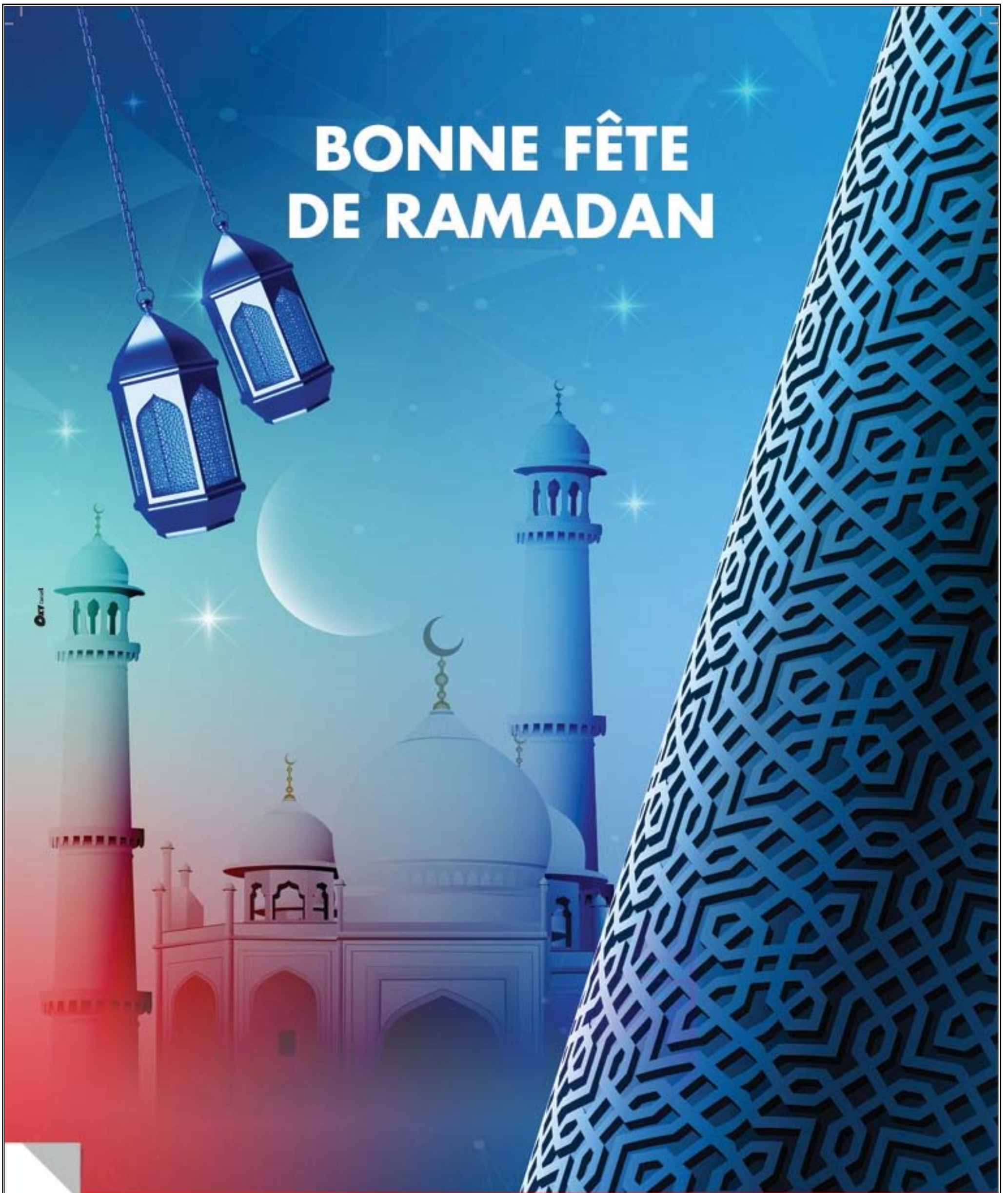
Rendez-vous en agence

yas.tg





# BONNE FÊTE DE RAMADAN



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>







# Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et  
gagner plus sur le meilleur  
réseau au Togo



[yas.tg](http://yas.tg)

#Alèz

599F

**5Go\***

24H

**\*909\*241#**

\*Connexion continue endébit 3G.